



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES

**Arrêté du 17 mai 2024  
portant prescriptions complémentaires  
au SIVOM de l'agglomération mulhousienne  
pour les moyens incendie  
de son usine d'incinération située à SAUSHEIM (68)**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives et notamment l'article R. 181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 121-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

VU l'arrêté du 27 octobre 2020 mettant en demeure le SIVOM de l'agglomération mulhousienne de respecter les prescriptions relatives à la protection de l'environnement pour son site de Sausheim ;

VU l'arrêté n° 2010-116-5 du 26 avril 2010 portant prescriptions complémentaires au SIVOM de l'agglomération mulhousienne relatives à l'exploitation de l'usine d'incinération de Sausheim ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-132-5 du 12 mars 2005 pour l'exploitation d'une usine d'incinération de déchets non dangereux et déchets d'activités de soins à risques infectieux à SAUSHEIM, par le SIVOM de la région mulhousienne ;

VU le rapport du 25 mars 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées, relatif à l'inspection du 18 mars 2024, suite à l'incident du 15 mars 2024 ;

VU la lettre du SIVOM région mulhousienne du 10 mars 2021, relative à une réévaluation des besoins en eau d'extinction ;

Considérant que l'article 15 de l'arrêté du 20 septembre 2002 susvisé précise que *« L'installation doit être pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés. L'arrêté préfectoral précise les prescriptions en la matière »* ;

Considérant que l'exploitant a mis en place des moyens spécifiques (canons à eau) au niveau des fosses de déchets ; que ces moyens sont de nature à favoriser une prise en charge rapide en cas de départ de feu et qu'ils visent ainsi à prévenir le développement d'un incendie généralisé à l'ensemble des fosses ; que l'article 16.2 de l'arrêté du 12 mai 2005 susvisé relatif aux moyens incendie, modifié par l'arrêté du 26 avril 2010 susvisé ne vise pas l'ensemble des moyens incendie mis en œuvre par l'exploitant, notamment ceux relatifs à la maîtrise d'un incendie au niveau des fosses de déchets ; qu'il convient d'encadrer ces moyens (en termes de dimensionnement, de vérification et d'entretien notamment) ;

Considérant que, par lettre du 10 mars 2021 susvisée, le SIVOM région mulhousienne a communiqué une réévaluation de ses besoins en eau d'extinction ; que les besoins sont estimés à un débit de 180 m<sup>3</sup>/h ; que l'exploitant a indiqué qu'un nouveau poteau incendie allait être aménagé à environ 50 mètres de la fosse à déchets ; qu'en conséquence, il convient d'actualiser les prescriptions relatives aux poteaux incendie et débits d'extinction définies par arrêtés du 12 mars 2005 et du 26 avril 2010 susvisés ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, des prescriptions complémentaires peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire ;

Après communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Identification**

Le SIVOM de la région mulhousienne, désigné « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé au 25 avenue du président Kennedy à Mulhouse, est tenu de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations de l'usine d'incinération située 1 route de Chalampé à Sausheim (68390).

## **Article 2 : Sécurité incendie – Moyens de lutte contre l'incendie**

Les dispositions de l'article 16.2 de l'arrêté modifié du 12 mai 2005 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

*« 16.2.1 L'établissement est pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets stockés.*

*16.2.2 Les moyens incendie mis en œuvre dans l'installation sont déterminés par l'exploitant sur la base d'une analyse des risques et précisés dans une procédure, communiquée à l'Inspection des installations classées. Leur dimensionnement est justifié dans cette procédure. Ces moyens sont mis en œuvre, sauf avis contraire de l'inspection.*

*16.2.3 L'usine est pourvue d'extincteurs adaptés et suffisants pour l'extinction d'un début d'incendie.*

*16.2.4 Trois poteaux incendie normalisés (PI) de diamètre 150 mm sont implantés à moins de 100 m des accès principaux des bâtiments et distants entre eux de 150 m maximum.*

*Un poteau incendie normalisé supplémentaire, permettant de délivrer un débit de 90 m<sup>3</sup>/h est aménagé à environ 50 mètres de la fosse à déchets.*

*Le réseau est dimensionné pour pouvoir assurer un débit simultané de 180 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures.*

*Un forage équipé de deux pompes d'un débit de 60 m<sup>3</sup>/h alimente une cuve permettant d'assurer une réserve d'au moins 120 m<sup>3</sup>.*

*16.2.5 Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention rapide des secours, une voie d'accès pompiers rendant accessibles les niveaux de stockage de déchets et de fond de fosse aux engins de secours devra être assurée.*

*En cas de sinistre, les engins de secours doivent pouvoir intervenir sous au moins deux angles différents. Toutes les dispositions doivent être prises pour une intervention rapide des secours et la possibilité d'accéder aux zones d'entreposage des déchets.*

*16.2.6 Il est procédé au débroussaillage des bois et taillis sur une largeur de 10 m le long de la limite nord de la clôture.*

*16.2.7 La procédure relative aux moyens incendie précitée précise, pour les différents moyens identifiés, les fréquences et les modalités d'entretien et de vérification périodique. Les référentiels sur la base desquelles ces éléments sont déterminés y sont précisés. Ces référentiels sont conformes aux normes en vigueur.*

*L'entretien et la vérification des moyens sont réalisés conformément à cette procédure.*

*16.2.8 L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs associés aux moyens retenus dans cet article (entretien, vérification, ...) ».*

## **Article 3 :**

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 26 avril 2010 susvisé sont supprimées.

**Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur de la DREAL Grand Est et le maire de Sausheim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée au SIVOM de la région mulhousienne.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

signé

Christophe MAROT

**Délais et voie de recours**

(article R. 514-3-1 code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles [L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.